



Défense aérienne Parmelin joue à quitte ou double avec les avions



Le paquet à 8 milliards qui sera proposé par le Conseil fédéral comprend des avions de combat et un système de défense sol-air (à droite).

Un vote de principe aura lieu en 2020 sur les jets de combat, mais pas sur le modèle. Les turbulences commencent déjà

Arthur Grosjean et Florent Quiquerez Berne

Une boîte noire, c'est ce qui équipe tous les avions et qui permet de les retrouver quand ils se crashent. Mais c'est aussi ce qu'a proposé vendredi le Conseil fédéral à la population pour la défense

aérienne suisse. Le gouvernement est d'accord d'organiser un vote référendaire sur les nouveaux avions de combat, mais avant d'en avoir choisi le fabricant. Sur quoi voteront donc les Suisses? Sur un paquet «Défense aérienne» coûtant 8 milliards de francs, qui inclut une trentaine d'avions de combat ainsi qu'un nouveau système de défense sol-air.

Après l'échec du Gripen en mai 2014, le chef du Département militaire, Guy Parmelin, estime qu'on ne peut plus tergiverser. «La question fondamentale qui se pose est celle-ci: veut-on oui ou

non une défense aérienne pour protéger la population? L'heure n'est plus aux disputes stériles sur les avantages de l'avion X par rapport à l'avion Y.» Le Conseil fédéral, qui souhaite aussi éviter des travaux de planification inutiles, demande donc à la population de lui faire confiance.

Une fois le vote de principe acquis, il choisira la meilleure combinaison entre le nouvel avion de combat et le système de défense sol-air. Cinq types d'avion seront testés sur sol suisse en 2019 (*lire ci-contre*). Mais les résultats ne se-

«Si on scinde le



crédit, on perd la vision globale de la défense aérienne»

Guy Parmelin

Chef du
Département
fédéral



de la défense

ront pas dévoilés. «Ils ne seront de toute façon pas déterminants dans le sens où le prix jouera également un rôle important dans l'acquisition», déclare Christian Catrina, ambassadeur chargé du renouvellement des moyens de protection de l'espace aérien.

Dans ce quitte ou double à 8 milliards, le gouvernement ne prend-il pas un risque énorme sachant que les Gripen refusés ne coûtaient que 3,1 milliards? «La politique est faite de risques, répond crânement Guy Parmelin. Si on scinde le crédit, on perd la vision globale de la défense aérienne, dont la pertinence a été attestée en novembre par des experts. Mais bien sûr, le parlement est libre de modifier le plan du Conseil fédéral.»

«C'est l'armée tout entière qui est en jeu»

Du côté des partis politiques, les choix du ministre UDC sont diversement appréciés. «C'est la première fois qu'on va faire voter le peuple sur une acquisition de matériel, s'étonne Thomas Hurter (UDC/SH). Je ne comprends pas pourquoi la défense aérienne devrait s'imposer cela, alors qu'on n'exige pas la même chose pour l'aide au développement. Si les opposants voulaient une votation, ils n'avaient qu'à lancer une initiative.» Celui qui avait été une des voix critiques au Gripen précise toutefois: «Si cette voie est retenue par le parlement, il faudra alors nous investir à 150%. Car il n'est pas simplement question de l'avenir de la défense aérienne,

mais de l'armée tout entière.»

«La dynamique ne sera plus la même que pour le Gripen, abonde Hugues Hiltpold (PLR/GE). Mais je trouve qu'il est sage de faire voter la population sur un projet élaboré par le Conseil fédéral et le parlement, et pas sur une initiative, même si cette dernière aurait nécessité une double majorité du peuple et des cantons.»

Du côté des milieux antimilitaristes, on s'active déjà en vue du futur référendum. «Avec une large alliance, nous allons récolter des signatures afin de permettre aux citoyens de s'opposer à cette dépense coûteuse et inutile», réagit Muriel Waeger. La nouvelle secrétaire générale du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) dénonce par ailleurs le manque de transparence du projet. «Tout cela est flou et pas vraiment démocratique.»

«Un chèque en blanc à 8 milliards»

Dans la même veine, les Verts fustigent le manque de courage du Conseil fédéral. «Avec son projet de principe vague, il n'ose pas se confronter à la population, résume Lisa Mazzone (GE). Cela revient à offrir un chèque en blanc de 8 milliards à l'armée.» Le PS évoque quant à lui un simulacre de votation. «Évidemment, la sécurité de l'espace aérien suisse doit être garantie, réagit Pierre-Alain Fridez (JU). Mais la vraie question qui se pose, c'est la prolongation de la durée de vie des F/A-18. Pourraient-ils être suffisants pour la police du ciel? C'est à cela qu'il faut réfléchir avant de vouloir remplacer les appareils existants et de s'engager dans un engrenage financier.»

La votation, qui aura lieu au plus tard en 2020, prend les allures d'un combat gauche-droite. En apparence du moins. Car au PS, une frange ne voit pas d'un si

mauvais œil l'idée de Guy Parmelin. À l'image de Géraldine Savary (VD), qui faisait partie du groupe d'accompagnement pour l'évaluation et l'acquisition d'un nouvel avion de combat, ces élus estiment qu'un vote de planification permet au contraire à la population de se prononcer sur un concept, et sur les efforts à consentir pour y parvenir.

L'agenda

Mars 2018 Le Conseil fédéral présente un arrêté de planification qui permet d'ouvrir la voie à un référendum sur le paquet «Défense aérienne» de 8 milliards de francs. Il va maintenant commenter les consultations sur son message.

Fin 2018 Le Conseil fédéral présentera les grandes lignes définitives de son paquet «Défense aérienne». Lequel sera ensuite transmis au parlement pour discussion et approbation. Le parlement peut décider de ne pas soumettre le projet au référendum ou le scinder en deux.

Été 2019 L'armée suisse devrait tester cinq avions de combat: le Gripen E suédois, le Rafale français, l'Eurofighter européen et les deux avions américains F/A-18 Super Hornet et F-35A.

1er semestre 2020 Après les élections fédérales de l'automne 2019, les Suisses devraient voter sur le référendum portant sur le paquet «Défense aérienne».

Fin 2020 Si le peuple suit la proposition du Conseil fédéral, celui-ci a alors la voie libre pour choisir le type d'avion de combat et le système de défense sol-air.

ARG.